

***Post scriptum* à l'ouvrage LE COURS D'ACTION : ÉCONOMIE & ACTIVITÉS suivi de NOTE SUR L'ÉTHIQUE¹**

Jacques Theureau

(20 /01/ 2019)

Les dernières corrections et la mise en pages définitive de cet ouvrage LE COURS D'ACTION : ÉCONOMIE & ACTIVITÉS ont été effectuées avec les Éditions Octares durant le mouvement dit "des gilets jaunes", qui n'est pas terminé au moment où j'écris ces lignes. Ce n'est pas tout à fait un hasard.

Un ouvrage en plein dans l'actualité ou du moins dans une part de celle-ci ...

Je ne connais de ce mouvement "des gilets jaunes" que ce qui en est apparu dans les différents médias et ne peux donc prétendre en faire une analyse et encore moins en proposer une prospective. Mais il me semble que c'est suffisant pour dire que, dans l'effervescence et le désordre des paroles, des actes et des passions les plus divers, il traduit la conjonction d'une série de crises structurelles contemporaines qu'on peut caractériser globalement sans avoir besoin, ni d'une telle analyse, ni d'une telle prospective. Or, justement, cet ouvrage avait été préparé et écrit depuis 2014 dans un sentiment d'urgence éthique qu'il y avait pour moi à réfléchir dans les limites de mes moyens à la **part qui incombe à l'université et à la recherche dans trois de ces crises structurelles contemporaines²** qui sont apparues depuis en jeu dans ce mouvement "des gilets jaunes". Je parle ici de "part qui incombe à l'université et à la recherche" dans ces crises au double sens de part dans leur émergence et dans leur contenu et de part dans leur solution éventuelle. Ces trois crises structurelles contemporaines

¹ Ce *Post scriptum* ne remplace pas l'ouvrage et il lui arrive, pour faire court, de faire usage, sans les définir, de notions qui sont définies ou dont la définition est rappelée dans cet ouvrage. Une première version a été améliorée après discussion lors de sa présentation à un séminaire à Lyon le 18/01/2019)

² Je distingue "crise structurelle" et "crise conjoncturelle". Ainsi, la crise financière des *subprimes* est une "crise conjoncturelle", même si, apparue en 2008, on n'a pas fini d'en ressentir les effets. Elle renvoie en partie à une "crise structurelle" qui ne se réduit pas à la dérégulation des échanges, au développement de nouveaux outils et pratiques financières et à la mondialisation du capital, pointés très justement par les économistes hétérodoxes. J'ajoute que ces deux sortes de crises peuvent être multiples et que, dans ce cas, leur réduction à l'unité n'a de sens que comme ensemble des relations entre les éléments d'une multiplicité.

sont, de mon point de vue : (1) la **crise économique**, qu'on peut décrire comme comprenant, pêle-mêle : la dérégulation généralisée de l'économie depuis les années 1980, la crise financière ouverte depuis 2008 par les *subprimes*, le pouvoir grandissant des multinationales, l'exacerbation de la concurrence internationale, le développement de l'évasion et de l'optimisation fiscales, le développement des inégalités de toutes sortes reparti à la hausse depuis les années quatre-vingt du siècle dernier et qui atteint tous les jours de nouveaux records, la soumission généralisée de la santé, de l'éducation et des services publics à la loi du profit, parallèlement à l'aliénation³ de la majorité de la population relativement aux phénomènes économiques et, enfin, une science politique qui est à la fois en crise manifeste pour ce qui est de son courant hégémonique dans l'université comme dans les entreprises, les institutions financières et l'appareil d'État, la dite "synthèse néoclassique" avec toutes ses variantes, et qui a été faite toute entière pour les "Princes", c'est-à-dire pour les sommets de l'État, du système financier et des grandes entreprises, même si certains économistes hétérodoxes la détournent de ces derniers ; (2) la **crise épistémique**, qui comprend, tout aussi pêle-mêle, en les spécifiant relativement à l'économie mais en sachant qu'ils la dépassent largement : le développement rapide des savoirs et leur émiettement grandissant, le développement de l'accès d'une part importante de la population *via internet* à la superficie de ces savoirs, c'est-à-dire aux résultats des recherches mais pas à leur construction, le sentiment général d'un monopole de ces savoirs par une élite intéressée, le remplacement de la vérité par les opinions de tout un chacun, l'indistinction entre vraies et fausses nouvelles ; (3) la **crise démocratique**, qui comprend aussi une multiplicité, qu'on peut pareillement référer à l'économie, sachant qu'elle la déborde : l'absence de circulation des hommes entre les groupes sociaux et des idées entre les individus qui les composent, les petits arrangements avec l'expression électorale ou référendaire, l'éloignement des décideurs relativement à la population, le poids des lobbies dans les décisions qui concernent l'ensemble des citoyens, et enfin l'aliénation de la majorité de la population relativement à la "chose publique" et le remplacement de la construction d'une science politique, d'une technologie politique et d'une philosophie politique par des "essais" ou par la même économie politique à la fois en crise manifeste et pour les Princes. D'autres crises structurelles contemporaines sont, elles aussi, en jeu dans ce mouvement "des gilets jaunes", comme (4) la **crise de l'immigration** et (5) la **crise de l'environnement**, que j'aborderai de façon très succincte en conclusion. On a parlé

³ Insistons sur le fait que son contraire, l'appropriation, ne consiste pas à ne jamais être surpris ni débordés par les événements, mais à avoir les moyens de percevoir correctement ces événements et d'y réagir correctement.

aussi de "crise territoriale", mais elle me semble pouvoir se ramener pour l'essentiel à l'ensemble des trois premières, de même que de "crise du travail", mais elle est incluse dans ma formulation de la "crise de l'économie". On peut sans doute parler aussi de crise éthico-politico-religieuse dans les catégories relativement défavorisées de la population depuis l'effondrement de l'espérance marxiste et le regain d'espérances religieuses violemment alternatives, mais, si cette dernière crise est contemporaine, il est difficile aujourd'hui d'imaginer les voies de sa résolution et même de l'adoucissement de ses effets.

Cette relation directe avec des manifestations actuelles de crises structurelles contemporaines n'existait pas dans les ouvrages publiés précédemment : la **Méthode élémentaire** et la **Méthode développée** (et les ouvrages individuels et collectifs qui les ont précédés) se contentaient essentiellement de préciser les composantes d'un programme de recherche empirique sur l'activité humaine, celui dit du "cours d'action", et sa dynamique, en particulier sa relation organique⁴ avec un programme de recherche technologique en "ingénierie des situations", et s'inscrivaient naturellement dans le long fleuve, tranquille ou pas, du développement scientifique et technique ; la **Méthode réfléchie** et **Énaction & Expérience**, à partir d'un retour réflexif sur les apports philosophiques au développement passé de ce programme de recherche 'cours d'action', précisaient essentiellement des conséquences de ce dernier pour la recherche philosophique (surtout en matière d'ontologie et d'épistémologie, accompagnées de considérations éthiques dispersées). Si j'écris et souligne "essentiellement", c'est que les deux premiers ouvrages, empiriques à prolongements technologiques, se sont accompagnés d'excursus philosophiques et que les deux autres, philosophiques, se sont accompagnés de précisions théoriques et méthodologiques pour le développement de ce programme de recherche empirique sur l'activité humaine et de sa relation organique avec ce programme de recherche technologique en ingénierie des situations, et, plus largement, pour le développement de l'ensemble de la recherche scientifique et technologique. Le présent ouvrage prolonge une telle association à degré variable entre recherche empirique, recherche technologique et recherche philosophique, mais se concentre sur les trois crises structurelles contemporaines présentées plus haut à travers une reprise en termes d'activités humaines de l'économie politique comme science empirique et de la politique économique comme technologie, le tout à partir des acquis scientifiques, technologiques et philosophiques réalisés jusqu'à aujourd'hui en ce qui concerne la connaissance de l'activité humaine et l'amélioration

⁴ Relation organique = relation de stimulation dans les deux sens entre les éléments en relation. Relation organique 1 = entre recherche empirique et recherche technologique. Relation organique 2 = entre recherche empirique et / ou recherche technologique et recherche philosophique.

de ses situations d'exercice par le programme de recherche 'cours d'action' et d'autres recherches qui le recourent ou lui sont complémentaires.

Mais ... des propositions (a) intempestives, (b) portant sur le long terme et (c) dont les points d'appui dans l'université et la recherche sont marginaux

Cependant, en ce qui concerne ces trois crises structurelles contemporaines, les propositions de cet ouvrage, concernant l'université et la recherche, (a) sont fortement en décalage avec les opinions diverses et variées exprimées par la population et celles exprimées et mises en œuvre par les pouvoirs publics (auxquels on peut joindre leurs divers "conseillers", notabilités universitaires ou politiciennes, dont la différence essentielle avec les premiers est, comme chacun sait, qu'ils "ne sont pas les payeurs") à l'occasion de ce mouvement "des gilets jaunes". Elles sont, pour ainsi dire, à la fois en plein dans l'actualité et intempestives. Et (b) elles portent, non pas sur le court et le moyen termes qui sont mis en avant dans ce mouvement populaire et dans les réponses des pouvoirs publics à ce mouvement populaire, mais sur le long terme, et, pire, elles apparaissent même difficiles à mettre en œuvre sur ce long terme dans le monde où nous vivons, même limitées comme elles le sont à l'université et à la recherche. Enfin (c) leur précision et leur mise en œuvre dans la réalité politique, économique et sociale ne trouvent actuellement des points d'appui que dans les marges des institutions et des courants majoritaires de l'université et de la recherche. Considérons donc successivement (a) le contenu de ces propositions, (b) les difficultés que rencontre leur précision et leur mise en œuvre, même à long terme, dans le monde où nous vivons, et (c) les éléments d'enquête à rassembler pour dégager les points d'appui actuels de cette précision et de cette mise en œuvre, avant de conclure.

Des propositions intempestives (a)

En ce qui concerne (1) la **crise économique**, cet ouvrage insiste sur l'absence de fondements scientifiques des économies politiques – donc aussi des politiques économiques – dont nous avons hérité, et propose de construire une économie politique, versant scientifique, donc aussi une politique économique, versant technologique, en relation organique avec elle, toutes deux fondées sur la considération de l'activité humaine (dans tous ses états, donc pas seulement celle des ouvriers et techniciens de production qu'avait considérée Karl Marx à travers la notion de valeur-travail) et non pas l'absence, voire la double absence (une absence qui donne l'illusion de la présence) de cette activité humaine dans cette économie politique. Il propose

de plus que cette économie politique, versant scientifique, et cette politique économique, versant technologique, constituent une "économie politique et une politique économique pour tous" et pas seulement à une "économie politique et une politique économique pour Princes modernes et plus ou moins éclairés", c'est-à-dire pour des acteurs à la fois au pouvoir, élus selon diverses modalités plus ou moins complexes et mettant en œuvre un savoir scientifique, technologique et philosophique qui est effectif mais plus ou moins valable, ce qui n'exclut que les purs démagogues. Il propose enfin de développer l'ensemble formé par cette économie politique et cette politique économique fondées sur l'activité humaine et destinées à tous en relation organique avec le développement d'une philosophie de l'économie qui en interroge constamment les présuppositions et préoccupations (*thêmata*) implicites. C'est loin du simple jeu des diverses forces politiques et sociales et des simples baisses d'impôts et autres primes de fin d'année, mais cela peut entrer dans le débat public prévu parallèlement par les pouvoirs publics, même si l'université et la recherche ont brillé par leur absence jusqu'à maintenant, sauf du côté étudiant dont au moins la contestation de l'augmentation massive des frais d'inscription pour les étrangers a été reprise par une partie des directions des universités. C'est à l'aune de la réalisation de cette économie politique et de cette politique économique, non seulement scientifique et technologique mais aussi "pour tous" et en relation organique avec une philosophie de l'économie, que cet ouvrage propose d'évaluer a priori et a posteriori les diverses mesures visant à conjurer cette crise économique et adoucir ses effets sur la majorité de la population. En ce qui concerne (2) la **crise épistémique**, cet ouvrage milite pour une précision de la construction ontologique (le pari sur la nature des "choses"), épistémologique (le pari sur la connaissance pertinente de ces "choses") et éthique (le pari sur les valeurs susceptibles de guider les actions humaines, y compris celles de recherche et d'enseignement, dans la réalisation d'une société viable) des différentes sortes de savoirs, et non pas pour une relativisation des savoirs scientifiques, technologiques et philosophiques qui effacerait leur distinction d'avec l'opinion. Il ne renvoie pas les chercheurs et enseignants dans leur trou catégoriel, mais leur demande de développer les continuités entre les activités de recherche et les activités usuelles, donc aussi de développer autant qu'il est possible dans chaque domaine de savoir (et compte tenu des particularités de ce domaine de savoir, en l'occurrence celui de l'économie politique) la participation des acteurs les plus divers aux activités de recherche, donc, à travers cette participation, à la construction des savoirs scientifiques, technologiques et philosophiques, tout particulièrement en matière de sciences humaines et sociales (en l'occurrence d'économie politique), et en matière d'ingénieries en relation organique, non pas seulement avec les sciences physiques et biologiques, comme le

sont les ingénieries usuelles ou "ingénieries des artefacts", mais aussi avec les sciences humaines et sociales, comme le sont ou devraient l'être les "ingénieries des situations" (en l'occurrence en matière de politique économique ou "politique de conception et de maintenance de situations économiques" en relation organique avec une économie politique scientifiquement fondée). Il s'agit de changer profondément l'épistémologie universitaire en la faisant passer d'une épistémologie de l'enfermement disciplinaire ou d'une épistémologie de l'enfermement communautariste, selon les deux sortes de cas qui se présentent aujourd'hui, en l'occurrence en économie politique, à une **épistémologie des activités de recherche** qui, en particulier, s'intéresserait au partage de ces dernières, donc au partage de la construction des recherches elles-mêmes et pas seulement des résultats des recherches, entre les chercheurs et l'ensemble des acteurs sociaux. Un tel changement épistémologique ne peut s'effectuer qu'en association avec un changement des modes de transmission des savoirs et des fonctions universitaires et avec un changement de l'organisation de l'université et de la recherche. On est loin à la fois du "haro sur les intellectuels" et du "faites-nous confiance" répétés en boucle aux oreilles de la majorité de la population par les chantres de la technoscience, tout particulièrement en matière économique et politique. Il est facile de constater que, dans ce mouvement dit des "gilets jaunes", si la "confiance" y prend du plomb dans l'aile, le "haro sur les intellectuels" s'épanouit parallèlement. Enfin, en ce qui concerne (3) la **crise démocratique**, cet ouvrage, à travers la détermination d'une **politique des activités humaines** en matière d'économie, s'intéresse d'abord à la circulation effective des hommes entre les groupes sociaux, les professions, les niveaux de qualification et les niveaux hiérarchiques de décision et des idées entre les individus qui les composent et à la réalisation au fur et à mesure d'accords à divers degrés et plus ou moins partiels et conjoncturels entre eux, à la démocratie interne à tous les niveaux des institutions (universités, entreprises et administrations de toutes sortes, ainsi que les institutions, telles que les cliniques privées et les hôpitaux publics, etc., qui, comme les universités, sont actuellement de plus en plus gérés selon les mêmes valeurs que les entreprises), à leur ouverture à la population et à leur contrôle externe par cette population, ainsi qu'aux savoirs nécessaires à l'exercice de cette démocratie interne et externe. Cette circulation effective des hommes et des idées, cette démocratie interne aux institutions et cette ouverture des institutions à la population, en particulier en ce qui concerne les processus de décision économiques, on en trouve aujourd'hui des embryons dans le "tissu associatif" et dans certaines entreprises coopératives, ainsi que dans des secteurs de l'université et de la recherche, mais ces embryons restent locaux. Le contenu de ces propositions en matière de démocratie est donc loin des gadgets ou bouts de scotch aléatoires

et / ou manipulateurs que sont les référendums et l'instauration d'un pourcentage plus ou moins élevé de proportionnelle dans les diverses élections, de la paix par l'absence de contact réel entre les groupes sociaux et les individus qui les composent ("chacune dans son enclos, les vaches seront bien gardées") et du renforcement du secret des affaires, ainsi que des "essais" qui tentent de les justifier.

Des propositions dont la précision et la mise en œuvre, même à long terme, semblent difficiles dans le monde où nous vivons (b)

Pire, la part de la résolution de ces trois crises structurelles contemporaines qui concerne l'université et la recherche passe, d'après cet ouvrage, par une série d'activités individuelles-sociales et sociales-individuelles et une série de mesures institutionnelles pour les favoriser qui sont à long terme et non pas à court et moyen termes, alors que chacun aujourd'hui, sauf quelques démagogues en mal de pouvoir, aspire, sinon à une sortie de crise rapide, du moins à des améliorations substantielles rapides et des procédures de résolution de crise ayant des effets tangibles immédiats. Pire encore, ces séries d'activités à long terme et de mesures institutionnelles dans l'université et la recherche ne peuvent que rencontrer dans le monde où nous vivons des obstacles qui paraissent difficiles à surmonter. En ce qui concerne (1) la **crise économique**, la construction d'une économie politique scientifique fondée sur la considération de l'activité humaine passe par des recherches en sciences humaines et sociales de terrain longues et difficiles, qui nécessitent la coopération avertie de divers acteurs sociaux et heurtent d'autres acteurs sociaux qui s'abritent actuellement derrière le secret des affaires. Au contraire, l'économie politique universitaire, bien que sans fondements et malgré ses échecs vite oubliés quand les affaires reprennent après chaque crise conjoncturelle, est actuellement privilégiée parmi ces sciences humaines et sociales sans qu'elle ait besoin de se remettre en cause, de sorte que ceux qu'elle forme mènent des carrières enviables (selon les critères dominants et pourvu qu'on soit envieux !) dans les universités, les entreprises et les institutions financières et administratives. De plus, cette économie politique sans fondements reste performante empiriquement et politiquement, même si c'est de façon grossière et à relativement court terme, et il s'agit, pour construire une économie politique en termes d'activité humaine, d'en sauver ce qui peut et doit être sauvé, ce qui nécessite la collaboration d'économistes qui ont été formés par elle et ont acquis l'expérience de sa mise en œuvre. Si elle a été remise en cause en France par un nombre significatif d'économistes dits hétérodoxes, son absence de fondement dans l'activité humaine ne l'a pas été. Enfin, les

économistes, hétérodoxes déjà existants ou hétérodoxes à venir, qui voudraient faire mieux ne trouvent ou ne trouveront que rarement l'aide de chercheurs en d'autres sciences humaines et sociales, tellement les diverses disciplines universitaires les enferment chacun dans leur trou disciplinaire ou communautariste. En ce qui concerne (2) la **crise épistémique**, la complexité spatiale, organisationnelle et temporelle des phénomènes économiques et la nécessité pour agir sur eux de les considérer conjointement à plusieurs niveaux, et en particulier à leurs niveaux supérieurs, pousse à radicaliser la coupure entre la "science" [réservée à ceux qui y ont été formés et destinée à servir aux dirigeants des universités, des entreprises et des institutions financières et administratives selon leur bon gré, du fait que cette "science" est conçue en dehors de toute relation organique avec une politique économique conçue comme technologie, mais au contraire en relation avec les désirs de ces mêmes dirigeants des institutions (universités, entreprises, institutions financières et administratives, etc.) de disposer d'une batterie d'outils utilisables dans le cadre de leur propre politique et de leurs intérêts réels ou imaginaires] et l'"opinion" (réservée aux ignorants ou supposés tels, c'est-à-dire à tout un chacun). Justement, cette coupure entre "science" des scientifiques et de leurs sponsors et "opinion" des autres acteurs sociaux participe, en compagnie du mépris pour toute conception de la politique économique comme technologie en relation organique effective avec cette "science", au noyau de l'idéologie spontanée⁵ de la majorité des universitaires en économie politique d'aujourd'hui. Lorsque cette économie politique est présentée comme "au service du bien commun", c'est seulement, en dehors de toute analyse, pour inspirer "confiance". Des tentatives pour faire mieux existent mais restent locales. Enfin, en ce qui concerne (3) la **crise démocratique**, la complexité spatiale, organisationnelle et temporelle des phénomènes économiques à considérer et celle de la nécessité pour agir sur eux de les considérer à plusieurs niveaux à la fois, et en particulier à leurs niveaux supérieurs, pousse aussi à radicaliser, en matière de processus de décision, la concentration aux dépens de la démocratie. Et le noyau dur de la résistance à la démocratie, à l'initiative et à la créativité de la majorité de la population aux différents niveaux se situe dans les institutions mentionnées plus haut, et, parmi elles, surtout dans les entreprises. C'est justement ce dont on ne parle pas depuis bien longtemps, y compris durant ce mouvement "des gilets jaunes", comme si le mot d'ordre "Tout le pouvoir au chef d'entreprise !" était devenu une évidence pour tout le monde, comme si toute limitation de ce pouvoir ne pouvait être que négative, c'est-à-dire n'être qu'un

⁵ C'est-à-dire le "*discours spéculatif spontané à partir d'une pratique particulière donnée*", pratiques de recherche incluses.

contrôle bureaucratique brimant la créativité de tous, et comme si ce mot d'ordre devait s'étendre à toute institution. On borne ainsi de façon draconienne l'éventail des solutions possibles à cette crise démocratique. Remettre en cause le régime d'oligarchie plus ou moins constitutionnelle des entreprises dans nos contrées est d'autant plus difficile qu'il y a de nombreuses contrées, dont certaines très voisines, et de plus en plus voisines du fait de la mondialisation des transports, où c'est le régime du despotisme d'entreprise dans sa pureté qui règne, en compagnie de régimes politiques autoritaires au niveau de l'ensemble de la société, ce qui ne peut que réjouir la majorité des actionnaires (on peut constater, par exemple, l'enthousiasme des milieux financiers pour l'élection récente d'un nostalgique de la dictature militaire au Brésil). Enfin, la possibilité de la démocratie repose sur la circulation des hommes entre les groupes sociaux, les professions, les niveaux de qualification et les niveaux hiérarchiques de décision et des idées entre les individus qui les composent et cette double circulation est difficile à réaliser, surtout lorsqu'on part de son absence actuelle, voire du mépris et / ou de la haine mutuelle imaginaire qui a (ont) pris sa place dans une partie de la population et qui ne trouve(nt) face à eux que des essais "bisounours". Lorsqu'elle se réalise localement – on peut en trouver facilement des exemples variés, dans le tissu associatif et coopératif comme dans certains secteurs de l'université et de la recherche –, elle est difficile à généraliser.

Des points d'appui pour leur précision et leur mise en œuvre qui sont locaux, voire marginaux, et dont la détermination demande un supplément d'enquête (c)

Justement, ces exemples variés de développements démocratiques locaux dans le tissu associatif et coopératif et dans certains secteurs de l'université et de la recherche, ainsi que ces exemples locaux de reconsidération de l'économie politique dominante et de l'épistémologie universitaire dominante en matière d'économie politique signalés précédemment, peuvent être les points d'appui de la précision et de la mise en œuvre de ces propositions, sur lesquels on pourrait s'appuyer pour affronter les difficultés que je viens de souligner. Mais si, dans ce *Post scriptum*, j'ai pu me contenter pour tout le reste de mon propos d'une connaissance globale de la conjoncture actuelle, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de dégager les points d'appui disponibles. Il faut disposer d'éléments d'enquête à la fois plus précis et plus nombreux dans la réalité économique, sociale et institutionnelle. En l'absence d'un tel développement de l'enquête, on ne peut qu'attendre des

"miracles", c'est-à-dire des "réalisations de conjonctions improbables d'éléments dont les processus d'émergence sont relativement autonomes les uns des autres", ce qui n'est pas vraiment satisfaisant. Aux propositions formulées dans cet ouvrage d'un point de vue purement théorique, il faut joindre celle d'un développement des éléments d'enquête sur ces points d'appui possibles. La réalisation d'un tel supplément d'enquête participe des "recherches en sciences humaines et sociales de terrain longues et difficiles, qui nécessitent la coopération avertie de divers acteurs sociaux", dont j'ai parlé dans la section précédente.

Une urgence corrélative de sursaut éthique

Une quatrième crise structurelle contemporaine pointée plus haut, celle de **l'immigration**, renvoie pour une grande part à l'extérieur de la société française mais ajoute le mépris et la haine imaginaire(s) des immigrés et rencontre ainsi les trois premières crises structurelles contemporaines. Quant à une cinquième crise structurelle contemporaine pointée plus haut, celle de **l'environnement**, il est de plus en plus évident qu'elle ne peut trouver de solution que si les trois premières trouvent des solutions. Simplifions pour conclure la complexité des acteurs qui sont en jeu ou qui devraient être en jeu dans la société française à l'occasion de ce mouvement "des gilets jaunes" et en relation avec lui, en la réduisant à trois ensembles hétérogènes et aux relations entre eux. Ces trois ensembles hétérogènes que je vais considérer sont : (a) la majorité bigarrée des "gilets jaunes", ceux qui se reconnaissent en eux à divers degrés et sur différents points et, plus largement, l'ensemble des acteurs sociaux qui subissent le plus les effets de ces cinq crises structurelles contemporaines ; (b) les acteurs dirigeants des universités, des entreprises et des institutions financières et administratives et leurs "conseillers" ; (c) les chercheurs et enseignants universitaires. Pour s'engager dans la réalisation de la part qui incombe à l'université et à la recherche dans la solution de ces cinq crises structurelles contemporaines et, plus particulièrement en relation avec cet ouvrage, dans celle des trois premières, il faudrait, d'après cet ouvrage, que ces trois ensembles hétérogènes d'acteurs partagent un minimum de notions et de constats (1) sur l'absence de fondement de l'économie politique et de la politique économique dans leur état actuel et sur le développement de leur fondation en termes d'activité humaine, donc aussi sur cette activité humaine elle-même, (2) sur la nature des savoirs de toutes sortes qui touchent à l'économie, les relations entre eux, leur développement et leur partage, (3) sur la démocratie en matière de processus de décision économique, dans son état actuel et dans ses possibilités de développement dans une société complexe comme la nôtre. L'ouvrage présente une vision cohérente et ouverte (c'est-à-dire qui demande à être précisée pour être réalisée effectivement

et ne peut l'être qu'à l'occasion de cette réalisation) sur ces trois partages minimaux, à laquelle je ne peux ici que renvoyer le lecteur. À l'évidence, ces trois partages minimaux ne sont pas réalisés actuellement dans et entre les trois ensembles hétérogènes que j'ai proposé de considérer.

Je voudrais souligner en conclusion de ce *Post scriptum* que, pour avoir quelque chance de réaliser ces trois partages minimaux dans et entre ces trois ensembles hétérogènes et évidemment avoir quelque chance d'élaborer à partir d'eux des voies de solution de la part qui incombe à l'université et à la recherche dans les trois crises structurelles contemporaines abordées dans cet ouvrage LE COURS D'ACTION : ÉCONOMIE & ACTIVITÉS, il faut qu'un sursaut éthique minimal (avec son ontologie et son épistémologie associées) se produise chez un nombre significatif d'individus appartenant à ces trois ensembles hétérogènes et les conduise à sortir de leurs égoïsmes usuels et de leurs idéologies spontanées (au sens défini plus haut) respectives : sursaut éthique pour l'établissement d'une circulation des hommes entre les groupes sociaux, les professions, les niveaux de qualification et les niveaux hiérarchiques de décision et des idées entre les individus qui les composent, du côté de la population, dans laquelle un gain de fraternité se cumule actuellement avec une exacerbation de haines aveugles diverses qui débouchent sur des relents de racisme et d'antisémitisme et des menaces voire des attaques portant sur des personnes, élu(e)s ou journalistes, et leurs familles ; sursaut éthique pour un "bien commun" autre que de propagande du côté des acteurs dirigeants des institutions (universités, entreprises, institutions financières et administratives, etc.) qui sont actuellement sûrs de la valeur universelle de leurs savoirs relativement aux ignorants ou supposés tels ; sursaut éthique pour un "savoir effectif commun" du côté des chercheurs et enseignants universitaires, pris aujourd'hui dans le cycle infernal de la "poubellication" (pour reprendre une expression du psychanalyste Jacques Lacan qui fut célèbre en son temps) qui fait leur carrière mais limite en qualité et quantité le développement scientifique, technologique et philosophique et les éloigne de la majorité de la population. Le contenu de ce sursaut éthique peut être précisé dans les limites du programme de recherche sur l'activité humaine que je développe avec d'autres, le programme de recherche 'cours d'action', et dont je cherche plus personnellement depuis quelque temps déjà à expliciter les conséquences ontologiques, épistémologiques et éthiques. C'est ce qui a donné lieu de ma part à une NOTE SUR L'ÉTHIQUE jointe à cet ouvrage. Mais l'exposé de cette éthique dans les limites du programme de recherche 'cours d'action' – et, plus largement, dans les limites des recherches sur les activités humaines qui le recoupent ou lui sont complémentaires – est loin de recouvrir toute l'éthique, en particulier toute l'éthique

nécessaire pour participer à la résolution des diverses crises structurelles contemporaines même limitée à la part qui incombe à l'université et à la recherche. Cet exposé devrait aussi permettre à chacun de réfléchir à l'éthique qui dépasserait ces limites et qui est nécessaire pour éclairer ce sursaut éthique.